



Daniel Keller, (au centre) grand maître du Grand Orient de France, lors d'une manifestation contre le racisme à Paris le 30 novembre dernier. Plusieurs obédiences ont appelé à protester contre les propos racistes tenus à l'encontre de Christiane Taubira.



LES FRANCS-MAÇONS à la manœuvre

EN COUVERTURE Piqués au vif par des attaques, soucieux de défendre leurs amis et leurs idées, les francs-maçons reprennent leur offensive. De leurs réseaux à l'Élysée à leurs fiefs ministériels, voici comment ils s'activent en coulisse, dans la campagne des municipales comme sur la laïcité et la fin de vie.

DOSSIER RÉALISÉ PAR VINCENT NOUZILLE

Cela a commencé en mars 2013 par la présence de quelques militants d'extrême droite agitant des drapeaux rue Cadet, devant le siège parisien du Grand Orient de France (GODF), la plus importante obédience maçonnique française, forte de 52 000 membres. L'opération s'est reproduite le 24 mai avec une manifestation plus démonstrative d'opposants à la franc-maçonnerie, tentant de bloquer les accès. Aucun dégât n'a été constaté, mais le grand maître d'alors, José Gulino, craignant de futurs débordements, s'est plaint auprès du ministère de l'Intérieur de l'absence de mesure de protection du bâtiment, dont les portes de verre donnent directement sur la rue. Depuis, les incidents se sont multipliés. Aux cris de

« Francs-maçons en prison ! Dictature maçonnique », des activistes sont revenus en décembre rue Cadet huer la présence de la garde des Sceaux Christiane Taubira, accueillie comme conférencière dans le grand temple du GODF. Des « arbres de la laïcité » ont été arrachés à Angers, Bordeaux et dans deux villes de l'Essonne (Boussy-Saint-Antoine et Epinay-sous-Sénart) au nom d'un mouvement Combattre la franc-maçonnerie. Des tags antimaçonniques ont été peints à Toulouse et près des temples, comme à la mi-janvier devant la porte du temple de la rue Ségalier, à Bordeaux et début février, face au siège parisien du GODF. Lors de la manifestation Jour de colère, le dimanche 26 janvier, d'autres slogans anti-maçonniques ont été proférés.

Même s'il ne s'agit que d'actes marginaux, attribués à des groupuscules d'ultras, cette détérioration du climat politi- ...

L'antimaçonnisme semble se réveiller

... que inquiète les francs-maçons. « Ces résurgences du passé sont malsaines », estime Michel Meley, le président du Droit humain (DH), la grande obédience mixte française. « La parole extrémiste s'est désinhibée. L'antimaçonnisme se réveille. Il nous oblige à réagir », renchérit Catherine Jeannin-Naltet, la grande maîtresse de la Grande Loge féminine de France (GLFF), la première obédience féminine hexagonale.

Voilà donc les 150 000 francs-maçons français bousculés, et, pour la plupart, prêts à reprendre l'offensive. D'abord, pour défendre des « valeurs républicaines » qu'ils estiment aujourd'hui menacées. Et aussi pour jouer de leur influence, via leurs contacts et leurs réseaux, partout où ils le peuvent. « Gémissons, gémissons, mais agissons ! » a lancé Marc Henry, le grand maître de la Grande Loge de France (GLDF), dans une vidéo postée en janvier sur YouTube après l'affaire Dieudonné. D'ordinaire très prudent et neutre politiquement, ce dignitaire s'est dit choqué par d'autres propos, tels ceux du maire UMP de Roquebrune-sur-Argens (Var) regrettant, en décembre, que les pompiers soient intervenus trop tôt pour circonscrire un incendie dans un camp de Roms. Marc Henry redoute que les futurs résultats des

élections municipales et européennes ne soient pas « ceux de la démocratie à laquelle nous aspirons ».

Signe de l'urgence, après une participation éparse à une manifestation contre le racisme fin novembre, les responsables des neuf principales obédiences françaises – à l'exception de la Grande Loge nationale française (GLNF), purement spiritualiste – se sont réunis discrètement le 3 janvier pour fédérer leurs positions, notamment sur l'antiracisme et la laïcité. « Vu la montée des extrêmes, nous voulons faire des propositions concrètes d'ici à la fin 2014 », confie un des participants. L'heure du sursaut a sonné. Le temps des grandes manœuvres est arrivé.

N'en déplaise aux théoriciens du complot, la franc-maçonnerie française était, jusqu'à ces derniers mois, aussi divisée qu'assoupie. La GLNF, plutôt classée à droite, a connu, depuis 2009, une grave crise interne. Affichant ses dérives, elle a perdu environ la moitié de ses 43 000 membres, avant de retrouver un certain calme sous la houlette d'un nouveau grand maître, Jean-Pierre Servel. Des obédiences dissidentes se sont multipliées, morcelant encore davantage un paysage maçonnique déjà émietté. Au point de ...



GILLES ROLLÉ/REA

MINISTÈRES,



LUDOVIC/REA

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE : les promoteurs de la morale laïque

Des syndicats enseignants à l'inspection générale, le ministère de l'Éducation nationale est un solide bastion où les francs-maçons se sentent à l'aise. Ils sont les héritiers des « hussards noirs », ces instituteurs de la III^e République qui ont construit le système de l'instruction obligatoire, laïque et obligatoire instaurée par les lois de 1881-1882 du frère Jules Ferry. L'arrivée de Vincent Peillon rue de Grenelle en juin 2012 a redonné de l'espoir aux frères. Sans être lui-même initié, le ministre de l'Éducation nationale a décidé de créer des cours de « morale laïque » qui seront enseignés, du CP aux classes terminales, à partir de la rentrée 2015. De quoi mettre du baume au cœur des francs-maçons du ministère inquiets, ces derniers temps, des attaques contre « l'école républicaine ». Et la ministre déléguée chargée de la Réussite éducative, George Pau-Langevin, défend, elle aussi, des valeurs proches de celles des maçons.



Manifestation, le 24 mai, de militants radicaux devant le siège parisien du Grand Orient de France, rue Cadet.

CHRISTOPHE PETIT TESSON/MAXPPP

Au ministère de l'Intérieur, 10 % des commissaires sont maçons.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Chez EDF, le PDG Henri Proglio est très entouré de frères.



ENTREPRISES *des fiefs maçons bien tenus*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR : les amis de Manuel Valls

Place Beauvau, les frères ont toujours été très actifs. Ils sont présents au sein de la police, avec environ 10 % de francs-maçons parmi les commissaires et des relais dans les syndicats, notamment au sein d'Unsa Police. Plus de 300 initiés se retrouvent régulièrement au sein du club La Reynie, la fraternelle du ministère. A Paris, la préfecture de police a souvent été dirigée par un frère, comme Philippe Massoni, haut gradé de la Grande Loge de France. Le ministre Manuel Valls, membre du Grand Orient de France de 1988 à 1996, tient la maison en s'appuyant notamment sur ces réseaux. Et sur son entourage, qui compte d'autres initiés, de son conseiller officiel, Yves Colmou, à son consultant officieux, le criminologue Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient de France.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE : les réseaux Joxe-Roussely

De Charles Hernu à Jean-Yves Le Drian, les ministres socialistes de la Défense sont souvent des initiés, ainsi que leurs collaborateurs. En 1981, Hernu était secondé à l'Hôtel de Brienne par le frère Jean-François Dubos (actuel président du directoire de Vivendi). L'actuel ministre a

pour directeur de cabinet Cédric Lewandowski, qui a fait l'essentiel de sa carrière dans l'ombre d'initiés de gauche, Christian Pierret, Jean-Jack Queyranne et François Roussely. Ex-directeur de cabinet du frère Pierre Joxe au ministère de l'Intérieur, François Roussely a occupé le poste stratégique de secrétaire général du ministère de la Défense de



GILLES ROLLEFREA

1991 à 1994 et il a été directeur de cabinet du ministre de la Défense Alain Richard en 1997, avant d'être nommé président d'EDF. Actuellement banquier d'affaires chez Crédit Suisse First Boston, ce pilier des réseaux Joxe, très respecté chez les frères, reste en contact régulier avec l'équipe de Jean-Yves Le Drian, au point d'être parfois surnommé le « ministre bis de la Défense ».

EDF : les relais de Proglio

Henri Proglio, l'actuel président d'EDF, a toujours démenti être franc-maçon. Mais il est parfaitement à l'aise avec les frères qui peuplent tous les étages de la compagnie électrique, des syndi-

cats maison à la direction. Son long passage à la Compagnie générale des eaux (devenue Veolia), présidée alors par Guy Dejouany, lui a permis de faire ses classes dans le monde des élus locaux et les arcanes des obédiences, notamment avec l'aide de Jean-Jacques Laurent, un discret homme d'affaires, dignitaire de la Grande Loge nationale française. Nommé à la tête d'EDF en 2009, Proglio a remplacé un profane, Pierre Gadonéix, qui avait été imposé par Jean-Pierre Raffarin en 2004 comme successeur de l'initié François Roussely. Etiqueté sarkozyste, Henri Proglio a appris à protéger ses positions afin de préserver son siège. Dans ce but, il continue d'activer tous ses réseaux à gauche, notamment via François Roussely et Jean-Jacques Laurent, ainsi que par l'intermédiaire de Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale, très proche du Grand Orient de France.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS : le retour des frères

Cet établissement public, très impliqué dans le financement des collectivités locales et des entreprises (via la Banque publique d'investissement) est une forteresse maçonne. Directeur général de 2007 à 2012, Augustin de Romanet, énarque et catholique pratiquant, s'était opposé

plusieurs fois à des dirigeants de la maison, notamment dans la filiale immobilière SNI, dont certains étaient francs-maçons. Son remplacement par Jean-Pierre Jouyet, ami de François Hollande et également catholique, aurait pu contrarier à nouveau les frères, qui soutenaient plutôt la promotion interne de Dominique Marcel, un des barons du groupe. Mais ces derniers ont, en réalité, regagné en influence. La nomination du député PS des Landes Henri Emmanuelli, naguère initié, à la présidence de la très puissante commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), a été interprétée comme un signe de retour en grâce. Et Stéphane Keïta, ancien chef de cabinet de DSK, homme du sérail socialiste et proche des frères, tient depuis janvier 2013 la direction du développement territorial et du réseau. C'est elle qui assure le lien avec les élus locaux. Comme président de la SNI, Stéphane Keïta aurait aussi joué un rôle pour recruter Thomas Le Drian, fils du ministre de la Défense, au sein de cette filiale très maçonne. ■



FRANÇOIS FERRIERA



La garde des Sceaux a été reçue le 17 décembre par le Grand Orient de France pour parler de la crise des valeurs de la République.

saît s'y prendre pour pousser ses pions : il a déjà présidé la Frapar et il professe une foi de charbonnier dans les valeurs maçonniques. Celles-ci le conduisent à se transformer en avocat de causes aussi controversées que la lutte contre les langues régionales, au nom du jacobinisme, et en faveur de l'exploration des gaz de schiste, au nom de la science (voir encadré p. 43).

Cette première offensive liée au retour de la gauche au pouvoir a produit quelques résultats, que ce soit pour promouvoir le mariage pour tous, défendre les réformes fiscales ou contrer la récupération du thème de la laïcité par l'extrême droite. Cependant, l'atmosphère politique s'est dégradée tout au long de l'année 2013. La crise économique a accentué les fractures. Les oppositions au gouvernement se sont cristallisées, via les cohortes de la Manif pour tous, l'émergence du Printemps français, la rébellion des Bonnets rouges, le ras-le-bol fiscal de petits patrons et les manifestations pour défendre la famille. La radicalisation de certains groupes, attisée par la fermeté des autorités, a provoqué des dérapages.

Les francs-maçons font partie des cibles, ainsi que les ministres dont ils se sentent proches. Les insultes racistes à l'encontre de Christiane Taubira ont, par exemple, suscité une vague de soutien. « *Assez, c'est assez ! Nous ne pouvons plus taire notre inquiétude face à l'augmentation et à la banalisation de propos racistes* », a protesté la GLFF mi-novembre. La garde des Sceaux a été invitée à plancher le 17 décembre au siège du GODF sur le thème « Crise des valeurs de la République : analyse et perspectives ». Devant une salle conquise, la ministre de la Justice, qui n'est pas initiée, a exposé ses vues. « *Depuis, elle est considérée comme une véritable icône, courageuse et carrément intouchable* », s'amuse un des frères présents ce soir-là. « *Elle est en phase avec nous, et nous avec elle* », ajoute Philippe Guglielmi, ancien grand maître, patron de la fédération du PS de Seine-Saint-Denis, proche de Claude Bartolone. Prolongeant le discours de Christiane Taubira, l'actuel grand maître du GODF, Daniel Keller, un énarque chef d'entreprise de 54 ans, a appelé ses 1 200 loges à débattre de manière active sur cette « *crise des valeurs* » dans le but de transmettre au plus tôt les conclusions de leurs travaux aux pouvoirs publics. « *Il a décidé de remettre les loges au travail. C'est une*

Christiane Taubira est devenue une icône

... susciter le constat amer de trois anciens dignitaires : Alain Bauer, Michel Barat et Roger Dachez ont fustigé « *la guerre des obédiences* » dans un pamphlet paru cet automne et titré *Les Promesses de l'aube* (Dervy). « *Tout a été déconstruit par la culture des ego et la pulsion du cordon plus large, plus doré, plus frangé* », écrivaient-ils, regrettant aussi que « *la richesse du débat* » ait « *virtuellement disparu* » des loges, les obédiences produisant « *une eau tiède au mieux, rien au pire* ».

La charge était rude, mais pas totalement infondée. Si les frères en maçonnerie savent étendre leurs réseaux dans un certain nombre de fiefs, au sein des ministères ou de grandes entreprises publiques (voir encadré p. 41), leur magistère intellectuel s'est dilué au fil du temps. « *D'autres clubs et laboratoires d'idées sont apparus ces dernières années et nous concurrencent directement sur le terrain des idées, que ce soit sur la laïcité ou la liberté* », explique ainsi un gradé du GODF, assez critique.

Le réveil récent des francs-maçons français s'est opéré en deux temps. En mai 2012, le GODF, traditionnellement orienté à gauche, a vu d'un bon œil la victoire de François Hollande et l'arrivée de

frères au gouvernement, qu'il s'agisse de Manuel Valls, qui a fréquenté les loges durant huit ans, de Jean-Yves Le Drian, Victorin Lurel, Frédéric Cuvillier ou Jérôme Cahuzac – ce dernier étant finalement suspendu du GODF après le mensonge avoué sur son compte bancaire à l'étranger. De plus, la charte de la laïcité et les projets d'enseignement de « morale laïque » mis en avant par le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon, qui n'est pas initié, ont séduit les frères du GODF.

Une offensive liée à la détérioration du climat

Promu en septembre 2012 pour un court mandat d'un an, le grand maître José Gulino, un socialiste du Pas-de-Calais, ne cachait pas sa volonté de peser sur le gouvernement et le Parlement. Le GODF a aussi repris fin 2012 le contrôle de la Fraternelle parlementaire (Frapar), en faisant élire l'un des siens, le député socialiste du Nord Christian Bataille à la tête de cette amicale des francs-maçons de l'Assemblée nationale et du Sénat. Celle-ci compte plus de 400 membres, dont 150 élus, soit 15 % du total des parlementaires. Christian Bataille

ROMAN LOREC/GODF

Patrick Mennucci, le candidat socialiste, frère assumé, affronte le maire sortant Jean-Claude Gaudin, catholique pratiquant, qui a des amis maçons.



CLAUDE ALMODOVAR/DIVERGENCE

MAIRIE DE MARSEILLE

Des frères ennemis dans la bataille de Marseille

« *La franc-maçonnerie à Marseille ? C'est une pétaudière !* » Cette confidence d'un initié du Vieux-Port est révélatrice de l'ambiance qui règne dans les loges marseillaises à la veille des élections municipales. Les quelque 8 000 frères et sœurs que compte la deuxième ville de France sont aussi divisés que les camps politiques qui se font face, du maire sortant Jean-Claude Gaudin à son challenger socialiste Patrick Mennucci. « *Il y a autant de maçons qui soutiennent l'un que l'autre* », estime un membre éminent du Grand Orient de France (GODF), très implanté localement. Le maire sortant UMP Jean-Claude Gaudin est

connu pour ses convictions catholiques. Mais il est soutenu par les réseaux maçons du syndicat FO municipal et entouré d'initiés, comme son adjoint Jean Roatta, ou le conseiller Charles Milhaud, ancien président des Caisses d'épargne. En face, la bataille des primaires socialistes a laissé des traces. Sorti vainqueur, Patrick Mennucci, frère initié à la Grande Loge de France, doit composer avec des « amis » qui ne lui veulent pas que du bien. Comme la sénatrice Samia Ghali, très branchée sur les réseaux des quartiers Nord, la ministre Marie-Arlette Carlotti, qui dénonce le clientélisme tous azimuts, Christophe Masse, un frère proche de Manuel Valls, Sylvie Andrieux, ex-sœur du

Droit humain, condamnée pour détournement de fonds publics. Et surtout Eugène Caselli, naguère initié au GODF, tout puissant président de la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole. « *Chaque baron défend son territoire, et les frères n'y peuvent pas grand-chose* », se lamente un observateur. Depuis le bâtiment en forme de paquebot bleu du conseil général des Bouches-du-Rhône, le président Jean-Noël Guérini, catholique pratiquant, en voie d'exclusion du PS pour cause de dissidence, ne soutient pas non plus Mennucci, son ex-allié devenu son ennemi. Mais son premier vice-président socialiste

René Olmeta, pilier du GODF depuis quarante-cinq ans, essaie quant à lui d'arrondir les angles. « *J'évite d'entrer directement dans la bagarre politique* », explique celui-ci, qui pilote dans la région le Cercle Ramadier, lequel rassemble près de 200 frères élus locaux de gauche. Ne voulant s'aliéner personne, Gaudin et Mennucci ont toutefois promis de venir s'expliquer devant les cercles maçonniques de la ville, dont Massalia 50, présidé par l'avocat Henri Trolliet, ancien adjoint de l'ex-maire Robert Vigouroux, et Dialogue & Démocratie française, dirigé localement par l'entrepreneur Michel Marchand. « *Ils y seront écoutés avec attention* », se réjouit ce dernier.

très bonne chose », se réjouit Gérard Contremoulin, un vétérinaire du GODF, très engagé à gauche.

Signe de sa proximité avec la majorité, le Cercle Ramadier, qui réunit quelque 1 200 élus francs-maçons de gauche, sous la houlette de l'ancien ministre socialiste Jean Le Garrec, a de son côté organisé le 18 novembre un colloque avec les grands maîtres de quatre obédiences maçonniques au sein même des locaux de l'Assemblée nationale. Thème de la soirée : « Comment combattre les extrêmes droites ? » Ce sujet a été décliné dans les antennes régionales du Cercle Ramadier, notamment en Provence-Alpes-Côte-d'Azur fin novembre, en présence de Loïc Gachon, maire socialiste de Vitrolles.

Il est vrai que la campagne des municipales renforce l'inquiétude des édiles locaux et des frères. Du coup, les francs-maçons se positionnent, de Paris (*voir p. 45*) à Marseille (*voir encadré ci-dessus*) pour soutenir les candidats « républicains » qui leur conviennent. L'appui des réseaux maçonniques est ainsi acquis à quelques frères élus, bien implantés localement, de François Rebsamen, à Dijon, à Gérard Col-

FRATERNITÉ PARLEMENTAIRE

Un frère député au service des gaz de schiste



JOËL SAGET/AFP

Christian Bataille, député PS du Nord et président de la Fraternelle parlementaire.

« *Nous sommes les héritiers des Lumières, de Voltaire et de Descartes, opposés à toute forme d'obscurantisme, y compris écologiste !* » Christian Bataille, député PS du Nord, ne craint pas de mettre en avant ses valeurs maçonniques pour défendre une cause controversée : celle des gaz de schiste. Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst), ce pilier du groupe socialiste, ancien professeur de lettres, a dérangé nombre de ses collègues en cosignant en

novembre dernier, avec le sénateur UMP Jean-Claude Lenoir, un rapport favorable à l'exploration « maîtrisée » du gaz de schiste en France. L'Élysée et Matignon ont exclu de revenir sur l'interdit qui frappe depuis 2011 l'utilisation de la technique de la fracturation hydraulique pour ces explorations. Mais l'élu du Nord, connu pour ses positions industrialistes et pronucléaires, dénonce cette prohibition qui empêche, selon lui, toute recherche de techniques alternatives à la fracturation hydraulique. Il a jugé « *inouï* » que la France s'accroche à des « *interdits* » et que le gouvernement fasse écho à un discours écologiste anti-industriel. Initié de longue date au Grand Orient de France, Christian Bataille est aussi le président de la Fraternelle parlementaire, qui réunit plus de 150 députés et sénateurs francs-maçons, très influents au sein de l'Opecst. « *Le progrès scientifique est une valeur centrale pour les francs-maçons. Ma position sur les gaz de schiste est cohérente avec mes convictions* », explique Christian Bataille.

Daniel Keller (à gauche) grand maître du Grand Orient de France, aux côtés d'Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris, célébrant, le 9 décembre 2013, l'anniversaire du vote de la loi de 1905, place de la Laïcité, dans le XV^e arrondissement de Paris.

CHRISTOPHE PETIT TESSON/MAXPPP



Un grand maître reçu jusqu'à l'Élysée

... lomb, à Lyon. Mais ailleurs, nul ne peut prédire qui, du côté de l'UMP, du centre ou du PS, voire des Verts ou du Front de gauche, va réellement bénéficier de cet activisme maçonnique.

De manière plus officielle, Daniel Keller a profité de son intronisation comme grand maître du GODF, début septembre, pour être reçu au plus haut niveau dans les palais de la République. Réputé de gauche, sans être encarté au PS comme nombre de ses prédécesseurs, Daniel Keller joue la carte du renouveau. « *N'étant guère connu, il était normal qu'il aille se présenter*, explique un de ses amis. *Il leur dit simplement ce qu'il pense, et qu'il n'a aucune envie d'être une courroie de transmission du pouvoir de gauche.* » Il n'empêche. Le tapis rouge a été déroulé au patron de l'obédience la plus engagée sur le terrain sociétal et politique. Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, très à l'aise dans les milieux maçonniques, a invité Daniel Keller dans son hôtel de Lassay, et le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui fut naguère initié, a fait de même en son hôtel de ville. Manuel Valls a ensuite convié à déjeuner une brochette de grands maîtres, dont celui du GODF, place Beauvau, le 28 novembre. Selon *L'Express*, le rendez-vous a été concocté avec l'appui direct d'Alain Bauer, ancien grand maître du GODF, ex-conseiller officieux de Nicolas Sarkozy et ami de longue date de Manuel Valls. Au menu de ce déjeuner : laïcité, immigration, prisons, sécurité. Critiqué par

certains frères de gauche pour sa politique d'expulsion des Roms, le ministre de l'Intérieur s'est expliqué sans détour. Il a, depuis lors, vu sa cote remonter dans les loges grâce à sa position dans l'affaire Dieudonné. « *J'étais en phase avec le circulaire de Valls interdisant ses spectacles, et sa validation par le Conseil d'Etat. Il y a un moment où il faut sanctionner fermement les propos antisémites* », martèle Daniel Keller. Le ministre de l'Intérieur a même consacré, le 30 janvier, une séance spéciale de vœux aux obédiences.

Des propositions moins timorées

Daniel Keller a aussi été reçu successivement à l'Élysée par François Hollande, le 5 décembre, et à Matignon par Jean-Marc Ayrault, le 20 décembre. Deux honneurs auxquels peu de dignitaires religieux ont eu droit, pas même ses derniers prédécesseurs au GODF. Au-delà des courtoisies, ce retour en grâce marque un souhait de soutien mutuel entre le pouvoir actuel et les francs-maçons les plus militants. « *Nous partageons des préoccupations communes sur la crise, qui a débousolé les valeurs de la République*, confie Daniel Keller. *A nous de faire des suggestions pour les renouveler de manière moins timorée, en cessant de nous cacher derrière notre petit doigt.* »

La reconquête s'organise sur plusieurs fronts. Le GODF veut, par exemple, souffler aux responsables politiques des idées concrètes sur la citoyenneté européenne,

afin de renouer avec l'idéal des pères de l'Europe. Daniel Keller en a parlé longuement avec François Hollande lors de leur entrevue. Les 14 000 sœurs de la GLFF sont, de leur côté, très remontées pour protéger la loi sur l'avortement, récemment amendée, au grand dam de certains milieux catholiques. « *S'il le faut, nous irons encore manifester pour défendre les droits des femmes* », explique Catherine Jeannin-Naltet. Les obédiences les plus « libérales » sont également prêtes à se mobiliser sur la future loi sur la « fin de vie », dont le président de la République a parlé lors de sa conférence de presse du 14 janvier. C'est un des engagements les plus anciens des francs-maçons. Ils sont bien décidés à faire valoir leurs idées, mûries ces derniers mois, en faveur d'une euthanasie maîtrisée (voir article p. 47).

Mais leur bataille principale reste celle de la laïcité. Le GODF réclame toujours la constitutionnalisation de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Promise par le candidat François Hollande lors de sa venue rue Cadet, en novembre 2011, cette sanctuarisation n'est guère d'actualité. Si le pouvoir exécutif mettait ce changement constitutionnel à l'ordre du jour, il manquerait une majorité des trois cinquièmes des deux chambres du Parlement réunies en Congrès pour l'adopter. De plus, le texte devrait préserver l'exception concordataire des départements de l'est de la France, ce qui contrarierait in fine

Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate à la Mairie de Paris, cultive ses réseaux maçonniques.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

MAIRIE DE PARIS

Hidalgo et NKM se font concurrence pour attirer les frères

Dans la bataille pour la Mairie de Paris, Anne Hidalgo pour la gauche et Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM) pour l'UMP, soignent leur image auprès des francs-maçons, considérés comme influents. Sans être elle-même initiée, contrairement à Bertrand Delanoë, Anne Hidalgo a une petite longueur d'avance. La première adjointe au maire de Paris a été reçue dès mars 2013 rue Cadet au siège parisien du Grand Orient de France (GODF), obédience classée à gauche. La future candidate se sentait en terrain conquis. Elle a aussi enchaîné d'autres prestations devant la fédération française du Droit humain et comme invitée du club interobédientiel

Dialogue & Démocratie française, en novembre. De plus, elle a des contacts avec une « fraternelle » d'une quarantaine d'élus de gauche de l'Île-de-France, baptisée Cause commune, fondée durant l'été 2013 par Eric Algrain, adjoint socialiste au maire du X^e arrondissement. « *Nous ne sommes pas le bras armé de la campagne d'Anne Hidalgo. Il s'agit d'alimenter la réflexion de tous les élus, y compris après les municipales* », plaide ce dernier. Cependant, Cause commune apparaît bien, aux yeux de certains frères, comme un soutien à la candidate à la Mairie de Paris. « *Et une manière de placer quelques maçons dans les*

listes », murmure une mauvaise langue. Une soirée de Cause commune, le 9 octobre, avait lieu à la mairie du III^e arrondissement sur le thème du communautarisme. Objectif affiché : faire un état des lieux et « *formaliser une note dans le cadre de la campagne des municipales de mars 2014* ». Pour ne pas être en reste, NKM, qui n'est pas franc-maçonne, se démène. Elle a, elle aussi, été reçue par Dialogue & Démocratie française en mai, avant d'être conviée dans le temple Groussier du GODF, le 11 juin 2013, à plancher sur le thème de la réciprocité. On l'a également vue en janvier avec Les Enfants de Cambacérès, une

fraternelle de maçons gays et lesbiennes, ainsi qu'à un dîner maçonnique privé le 12 février. Face à ses auditoires, NKM a évoqué le passé maçon de ses aïeux. Son arrière-grand-père, André Morizet, maire communiste de Boulogne-Billancourt de 1919 à 1942, fut exclu du Komintern du fait de son appartenance au GODF. NKM a aussi échangé avec le sociologue Michel Maffesoli sur l'un de ses lointains ancêtres, Tadeusz Kosciuszko, qui participa à la révolution américaine de 1776 à 1783 et à l'insurrection de la Pologne, membre présumé de la fameuse loge française des Neuf Sœurs dont faisait partie Benjamin Franklin !

bon nombre de francs-maçons. Un nœud gordien difficile à trancher. En réalité, le GODF semble avoir compris mezzo voce qu'il ne fallait rien espérer de concret dans ce domaine avant longtemps. A défaut, plusieurs représentants d'obédiences ont été auditionnés en décembre par le sénateur centriste de l'Eure Hervé Maurey, en charge d'un rapport sur le financement des lieux de culte par les collectivités locales. « *Nous avons répété qu'il ne pouvait y avoir d'argent public dans ce domaine* », précise Michel Meley. La question des financements indirects des mosquées, via des prêts quasi gracieux de terrains consentis par les villes, fait toujours grincer des dents chez les frères. Et elle constitue, avec le Front national en embuscade sur le sujet, une source de possibles polémiques à la veille des municipales...

Pour les francs-maçons, le combat en faveur de la laïcité ne s'arrête pas là. La récente publication par les services du Premier ministre d'un rapport d'experts évoquant la possibilité d'une autorisation du port du voile à l'école a remis le feu aux poudres. Plusieurs dignitaires francs-ma-

çons sont immédiatement montés au créneau pour dire à Matignon et à l'Élysée qu'il ne fallait pas modifier la loi de 2004 prohibant les signes religieux ostentatoires à l'école. « *Jean-Marc Ayrault m'a rassuré sur ce point, me confirmant qu'il ne toucherait pas à cette loi* », explique Daniel Keller. En revanche, les décisions contradictoires des tribunaux administratifs sur l'affaire dite de la crèche Baby-Loup, annulant puis validant le licenciement d'une employée portant le voile, suscite le souhait d'une intervention du législateur. Et le flou juridique entourant le voile porté par des parents accompagnateurs lors de sorties scolaires renforce cette nécessité aux yeux de certains frères.

Ancien grand maître du GODF, Jean-Michel Quillardet, défenseur des grands principes laïcs au sein de son Observatoire international de la laïcité contre les dérives communautaristes, est de ceux-là : « *Il faudrait qu'une nouvelle loi étende l'interdiction de port de signes religieux ostentatoires de 2004 aux établissements de la petite enfance exerçant un service public et aux accompagnants* », plaide cet avocat. Cela permettrait, selon lui, d'éviter d'autres contentieux Baby-

Loup. « *Je crains que la gauche soit trop frileuse en matière de défense de la laïcité. Il faudra tenir bon* », renchérit Daniel Keller.

Le GODF peut compter sur ses amis de la Fraternelle parlementaire, présidée par Christian Bataille. « *A titre personnel, je pense que nous devrions légiférer sur la laïcité à l'école* », avance pour sa part le député du Nord. Mais ce dernier n'ignore pas que certains de ses collègues socialistes, plus sensibles aux sirènes communautaristes, hésiteront à franchir le pas. Et il devra composer avec les différentes sensibilités maçonniques représentées au sein de sa fraternelle, qui ne sont pas toutes sur la ligne laïque « pure et dure » du GODF.

Réunir des frères sur des positions communes, en vue de peser dans les prochaines bagarres législatives, n'est, en effet, pas une mince affaire. Outre les rencontres régulières des grands maîtres des principales obédiences et le rôle actif de certaines fraternelles, d'autres cénacles s'y emploient. Et les initiatives en ce sens fleurissent depuis quelques mois. Regroupant près de 2 000 maçons de tous horizons, le club Dialogue & Démocratie française ...



A. GELBERT/20 MINUTES/SIPA

Le secret des temples
reste bien gardé, mais
les frères veulent
communiquer davantage.

Des francs-maçons ont créé un think tank

... (D & DF), initié par Pierre Chastanier, un médecin retraité, et Patrice Hernu, fils de l'ancien ministre socialiste de la Défense, continue par exemple de solliciter des personnalités politiques. « *Nous avons notamment alerté les parlementaires sur le ras-le-bol fiscal et nous avons fait des propositions sur la fiscalité et la réorganisation des collectivités territoriales* », explique Marc Fraysse, le nouveau président de D & DF, un ancien député gaulliste de Lyon, membre de la Grande Loge de France. Dernier invité en date du club, début février : Jean-Louis Debré, le président du Conseil constitutionnel. Bernard Cazeneuve, ministre en charge du Budget, et Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, sont également attendus. Soucieux d'élargir leur cercle d'influence, le tandem des fondateurs de DDF a aussi créé une curieuse confrérie élitiste multi-obédientielle, appelée CIU, destinée à nouer un dialogue discret avec des personnalités religieuses (voir encadré ci-dessous).

Enfin, des anciens dirigeants de la

Grande Loge de France (GLDF) et de quatre autres obédiences ont créé en mars 2013 ce qu'ils appellent « *le premier think tank maçonnique* », intitulé Franc-maçonnerie & société (FM & S). Objectif : fournir des idées neuves aux décideurs. En combattant les solutions extrémistes. « *Du fait de leur caractère institutionnel, les obédiences sont un peu frileuses pour élaborer des propositions. En réunissant des maçons de plusieurs sensibilités, nous sommes plus libres de le faire. Et nous n'avons pas honte de nous montrer au grand jour* », explique Jean-Michel Dardour, le président de FM & S, ancien grand maître adjoint de la GLDF.

Le think tank compte déjà quelque 400 membres, dont une majorité de maçons. Mais aussi des personnalités de la société civile, qui ne sont pas toutes initiées, comme le journaliste Alexandre Adler, le théologien Claude Geffré, l'essayiste Jean-Claude Guillebaud, le président d'honneur du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Richard

Prasquier, ou le scientifique Joël de Rosnay. Le premier sujet traité – éthique et médias – a donné lieu à d'intenses échanges avec des « profanes », journalistes et professionnels de la communication. Les suggestions du think tank, notamment sur la création d'une haute autorité de déontologie ou sur l'éducation des jeunes aux médias, ont été présentées à David Kessler, conseiller culture et communication de François Hollande. « *Nous les avons envoyées également à tous les parlementaires, avec un très bon accueil* », constate Bernard Ollagnier, un des animateurs de ce réseau. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rebondi quelques mois plus tard en ouvrant un site web sur l'éducation aux médias. En 2014, le think tank a décidé de plancher sur l'éthique économique et, lui aussi, sur la laïcité. Avec la volonté de rédiger au plus vite un « guide pratique du vivre ensemble » destiné aux élus, parlementaires, enseignants et parents. Les frères espèrent bien réimposer leurs vues ! ■ VINCENT NOUZILLE

PASSERELLE

Une confrérie secrète pour se rapprocher des religions

Son nom officiel est le Cercle interuniversitaire (CIU). Mais ces initiales signifient en réalité Confrérie initiatique universelle. Derrière cet intitulé abscons se cache une curieuse assemblée de VIP, composée de dignitaires francs-maçons et de représentants d'autres cultes et sociétés de pensée. Créée en 2010 à l'initiative de Pierre Chastanier et Patrice Hernu, tous les deux cofondateurs du club maçonnique Dialogue & Démocratie française, la CIU a pour objectif de réunir secrètement des responsables de tous horizons pour échanger sur des valeurs communes telles la

liberté ou la fraternité. « *Il s'agit de voir ce qui rapproche nos différentes traditions initiatiques, de dépasser les frontières entre le laïc et le spirituel* », explique l'un de ses promoteurs. Dans une note révélée en 2012 par *Le Point*, ses membres sont également censés constituer une « *force réelle qui pourra être utile au pays* », sans que ce rôle soit clairement défini. Cette « superloge » très élitiste de 120 participants, où l'on croise des scientifiques, académiciens, préfets, dirigeants d'entreprise, députés, ainsi que l'avocat Christian Huglo, mari de Corinne Lepage, ou le sociologue Michel

Maffesoli, se réunit le quatrième lundi de chaque mois à Paris et reprend des rituels maçonniques. Elle compte parmi ses membres des hauts gradés de la maçonnerie, tels l'ancienne grande maîtresse de la Grande Loge féminine de France Yvette Nicolas, les anciens grands maîtres du Droit humain Jacques Samouelian et Michel Payen, ou d'anciens grands maîtres du Grand Orient de France comme Jean-Michel Quillardet et Philippe Guglielmi. L'ex-député européen souverainiste Paul-Marie Coûteaux y a participé – au titre d'une « *société d'études platoniciennes* », dit-il – avant de

prendre du champ depuis qu'il est conseiller de Marine Le Pen. La CIU accueille également des représentants du Collège des études juives et de philosophie contemporaine – Centre Emmanuel Levinas (Sorbonne) –, de l'obédience maçonnique chrétienne Grand Prieuré des Gaules, du culte musulman et d'institutions catholiques, comme l'évêché de Paris, l'Institut catholique de Paris ou le collège des Bernardins. Un mélange étonnant à l'heure où l'Eglise et les francs-maçons paraissent s'opposer sur des questions sensibles comme la famille, l'avortement ou l'euthanasie.



AMELIE-BENOIST / BSNP

La loi Leonetti de 2005, qui permet d'éviter l'acharnement thérapeutique, est vue comme un progrès. Mais certains frères veulent aller beaucoup plus loin.

FIN DE VIE : l'ultime combat des frères

Terminer sa vie en dignité. » Lors de sa conférence de presse du 14 janvier, François Hollande a justifié ainsi son souhait que soit discutée prochainement une nouvelle loi sur la fin de vie. Selon le chef de l'Etat, ce texte doit faire l'objet d'une concertation, confiée à la ministre de la Santé Marisol Touraine, puis d'un accord « le plus large possible ». Il vise à aider des malades incurables, aux souffrances insupportables, à faire le choix de se laisser mourir avec une assistance médicale s'ils le souhaitent. Cependant, il n'est pas certain que ce consensus se réalise, tant sont éloignées les positions sur ce sujet sensible. Les opposants au mariage pour tous se sont dits prêts à redescendre dans la rue contre toute forme d'euthanasie, comme ils l'ont fait avec succès lors de leur manifestation du 2 février contre les projets « anti-famille » du gouvernement. Face à eux, les militants de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), présidée par Jean-Luc Romero, et bon nombre de francs-maçons peuvent se

remobiliser. « Je pense que le débat sera tendu, car il touche à la notion même de la vie », pronostique un dignitaire du Grand Orient de France, la première obédience française. Son grand maître, Daniel Keller, se veut rassurant, sans cacher ses opinions : « Nous sommes très attachés à ce que le citoyen en fin de vie puisse décider librement de sa mort. Nous serons proactifs sur ce sujet », dit-il.

Pour les frères et sœurs, il s'agit d'un vieux combat. L'un des leurs, l'ex-sénateur Henri Caillavet, décédé en février 2013, fut l'un des fondateurs de l'ADMD et partisan d'une légalisation de l'euthanasie. L'adoption à l'unanimité de la loi Leonetti en avril 2005 a constitué pour eux une première avancée substantielle. Cette loi permet d'éviter l'acharnement thérapeutique, « l'obstination déraisonnable » sur un patient, puisqu'elle ouvre la voie, si le malade ou ses proches en expriment le vœu, à une suspension des traitements, un « laisser-mourir », en accord avec un collègue médical. « Mais cette loi reste méconnue et peu appliquée. Et elle ne recouvre pas tous les cas de figure, notamment

pour les personnes endurent des souffrances morales », juge Michel Meley, le président du Droit humain. Des handicapés ou des personnes atteintes de maladies dégénératives ne sont pas concernés par les dispositions ouvertes par la loi. Des médecins sont renvoyés devant des cours d'assises pour avoir aidé des patients à mourir. Pour sa part, Marisol Touraine a estimé que la question de la fin de vie ne se limitait pas aux derniers jours en soins palliatifs ou au degré ultime de douleur du patient.

Vers une "exception d'euthanasie"

Désireux de réformer la loi Leonetti, le gouvernement a confié en 2012 au Pr Didier Sicard une mission exploratoire. Mais celui-ci a recommandé de ne pas trop toucher à la loi. Egalement saisi, le Comité consultatif national d'éthique doit rendre ses conclusions ces jours-ci, après avoir pris l'avis d'un jury citoyen plutôt favorable à une légalisation encadrée d'un suicide médicalement assisté. En réalité, François Hollande est décidé à aller plus loin que le texte actuel. Et plusieurs obé-

diences – Grand Orient de France, Grande Loge féminine de France et Droit humain – le poussent dans ce sens. Le Droit humain a ainsi suggéré, dans une note adoptée à la fin de 2012, de maintenir l'interdiction d'euthanasie, tout en introduisant dans la loi une « exception d'euthanasie » pour des personnes « souffrant d'une affection accidentelle ou pathologique grave ou incurable », infligeant des souffrances physiques ou psychiques insupportables. Cette note a été présentée dès janvier 2013 au cabinet de la ministre de la Santé, puis diffusée aux parlementaires. « Nous voulons contribuer à trouver des solutions humanistes », plaide Michel Meley. De son côté, la Fraternelle parlementaire, qui regroupe des députés et sénateurs maçons, s'est déjà penchée sur la question, avec l'appui de la sénatrice socialiste du Puy-de-Dôme Michèle André, membre de Droit humain. « Nous sommes prêts à faire des propositions parlementaires pour la nouvelle loi », avance Christian Bataille, le président de cette fraternelle. Le débat sur la fin de vie ne fait que commencer. ■ V. N.